

la lettre eau

Mars 2009 - n°46

Sommaire

Actualité

Consultations 2008-2009,
un virage à ne pas manquer ?
p. 3

Dossier

Pour un retour de la continuité sur le Rhin :
les mesures du plan «Poissons migrateurs»
p. 8

Point de vue

Développer l'hydroélectricité
ou reconquérir la qualité des eaux : il faut choisir !
p. 16



Fédération française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976.

«France Nature Environnement» rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr>

Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

Pôle ressources en eau et milieux naturels aquatiques de France Nature Environnement
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - ☎ 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Estelle Le Guern et Romain Suaudeau
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement
Impression : Imprimerie Nouvelle
Routage : Dautry
Photo de couverture : Le Loiret (45) - Bernard Rousseau



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- ➡ la bonne gestion des déchets dangereux
- ➡ la sécurisation des stockages de produits dangereux
- ➡ l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

édito

Pour une eau vivante : une révolution nommée trame verte et bleue !



Après avoir contribué à sensibiliser efficacement les médias et le public à propos des catastrophes environnementales et écologiques, le Grenelle de l'environnement, événement majeur si l'on en croit ses inconditionnels défenseurs, passe à la phase opérationnelle sur la lutte contre le changement climatique, le développement des énergies renouvelables, ou encore la reconquête de la biodiversité. En gros, un programme pour changer le monde !

La préservation de la biodiversité est un thème important du Grenelle qui, pour agir, utilise le levier de la loi. Dans l'un de ses articles, la loi Grenelle I stipule qu'« Arrêter la perte de biodiversité exige des mesures de protection, de conservation et de restauration des milieux associés à la constitution d'une trame verte et bleue, outil d'aménagement du territoire qui permettra de créer une continuité territoriale ».

En clair, la trame verte et bleue prend en compte deux éléments fondamentaux : l'existence de zones où l'état de biodiversité est plus satisfaisant qu'ailleurs, et qu'il faut préserver ; la préservation ou la création de connexions entre ces zones pour éviter l'isolement génétique des différentes populations.

Dans le domaine de l'eau, selon un autre article de la loi Grenelle I, « La trame bleue permettra de préserver et de reconstituer la continuité écologique des milieux, nécessaire à la réalisation de l'objectif d'atteinte ou de conserver d'ici 2015 le bon état écologique ou le bon potentiel pour les masses d'eau superficielles : en particulier, l'aménagement ou l'effacement des obstacles les plus problématiques pour la migration des poissons sera mis à l'étude ». Dernière nouvelle (en attendant pire ?) : en 1^{ère} lecture au Sénat, la notion d'effacement a même été « effacée » !

Cette trame bleue s'inscrit dans un processus déjà bien cadré. La Directive Cadre sur l'Eau(1), transposée en droit français en avril 2004, stipule en effet que la reconquête du bon état passe par une restauration de la continuité écologique des cours d'eau, permettant aux organismes aquatiques de trouver les habitats nécessaires à leur cycle de vie. Des espèces vivant alternativement en mer et en rivière ou effectuant des migrations partielles doivent pouvoir effectuer leurs parcours migratoires.

D'autre part, la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, établit une distinction entre les cours d'eau : les rivières réservées sur lesquelles aucune autorisation ou concession n'est donnée pour des entreprises hydrauliques nouvelles, et les cours d'eau classés, où tout nouvel ouvrage doit comporter un dispositif assurant la circulation des migrateurs.

Mais il y a plus. La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 modifie la loi de 1919. L'article L.214-7 du code de l'environnement précise en effet que l'autorité administrative établit pour chaque bassin :

- 1) une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction d'ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. Ils seront choisis parmi ceux qui sont soit en très bon état écologique, soit identifiés par les SDAGE comme jouant le rôle de réservoir biologique, soit dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs est nécessaire.
- 2) une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux sur lesquels, tout ouvrage doit être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'administration, afin d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs.

C'est le Préfet coordonnateur de bassin qui arrêtera les nouveaux classements en tenant compte des orientations inscrites dans les SDAGE, et après une procédure de concertation avec les usagers de l'eau, et après avis des Comités de bassin.

La procédure sera à haut risque, car l'avis des Comités de bassin sera la traduction des rapports de force qui s'y expriment, et qui sont rarement favorables à la défense de la biodiversité. Et ceci d'autant plus vigoureusement que la « Convention d'engagements pour le développement d'une hydroélectricité durable suite au Grenelle de l'environnement » propose d'augmenter inexorablement la productivité de l'hydroélectricité de 7Twh, soit des centaines de micro centrales, donc beaucoup de barrages qui viendront saucissonner encore plus les cours d'eau, et moduler les débits(2). Dans ce contexte d'une politique de l'eau fortement organisée, que peut la trame bleue ? Quel impact pourraient avoir les « Schémas Régionaux de Cohérence écologique » ?... qui de plus, risquent bien d'arriver après la bataille ?!

Bernard ROUSSEAU
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques Eau

(1) DCE : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (2) Voir la Lettre eau n° 45, p.4 : « Réduction du CO2, un bon prétexte pour l'hydroélectricité ! ».

Consultations 2008-2009

un virage à ne pas manquer ?

Nous sortons à peine de la consultation du public sur les projets de SDAGE⁽¹⁾ que celle des Assemblées⁽²⁾ débute en ce début 2009... Avec le risque d'oublier les revendications du public exprimées l'an dernier. Nul doute que les lobbies économiques agiront en ce sens, pour affaiblir encore le peu de contrainte de ces documents... En attendant, voici un bilan à mi-parcours de cet exercice de démocratie participative pour lequel les APNE⁽³⁾ se sont une nouvelle fois mobilisées en 2008.



L'Agence de l'eau Loire-Bretagne a dressé le bilan de la consultation auprès d'une centaine de partenaires (associations, collectivités...) le 18.12.08 à Orléans.
© AELB

Retour sur la consultation 2008

Contexte et calendrier

La Directive Cadre sur l'Eau⁽⁴⁾ impose aux Etats membres l'atteinte du bon état des eaux⁽⁵⁾ en 2015, et pour ce faire, l'adoption d'ici 2010 d'objectifs environnementaux⁽⁶⁾ et de plans de gestion permettant de les atteindre. Son article 14, découlant directement de la convention d'Aarhus⁽⁷⁾, stipule que le public doit être consulté sur l'état des lieux, les grands enjeux des politiques de gestion de l'eau, les plans de gestion et les objectifs environnementaux... En France, les deux premiers sujets ont fait l'objet d'une première consultation en 2005 : consultation des Assemblées pendant 4 mois suivie d'une consultation du public pendant 6 mois. Trois principales revendications en sont ressorties :

- Une meilleure application du principe pollueur-payeur ;
- La mise en cohérence des politiques publiques ;
- Une réelle application des lois.

Force est de constater aujourd'hui que le public n'a pas été entendu : la loi sur l'eau de décembre 2006 (LEMA) avait pourtant l'occasion de s'imprégner de cette consultation pour donner plus de corps à une version initiale sans trop d'ambition. Résultat : au lieu de fixer enfin des taux de redevance en rapport avec les réels dégâts occasionnés par les différents secteurs d'activité, elle a confirmé l'application du principe « pollueur-payeur » ! Malgré une nouvelle redevance sur les pesticides payée aux agences de l'eau par les agriculteurs, ces derniers ne paient toujours qu'environ 5% des redevances, alors qu'ils sont responsables de la majeure

partie des émissions (60% du phosphore et de la matière organique, 75% des nitrates, plus de 70% des pesticides...).

Ceci n'a bien sûr pas été rectifié à l'occasion des différentes rédactions des différents projets de SDAGE soumis à consultation en 2008. Car pour l'appliquer encore faut-il que la LEMA le rende possible ! Les comités de bassin, instances décisionnelles des politiques de l'eau à l'échelle de chaque grand bassin hydrographique, sont toujours autant marqués par la défense des intérêts économiques de certains acteurs de l'eau, au détriment de l'intérêt général défendu par la société civile⁽⁸⁾...

En 2008, du mieux mais c'est pas encore ça !

La consultation du public de 2008 a vu une participation sensiblement supérieure à celle de 2005 (voir tableau 1), hormis pour le bassin Rhône-Méditerranée où une baisse significative est observée. Contrairement à 2005⁽⁹⁾, tous les bassins ont opté pour un envoi des questionnaires à tous les foyers qui sont donc tous censés l'avoir reçu... Censés seulement, car dans la pratique, nombreuses sont les personnes qui nous ont confié ne pas les avoir vus ou reçus. Une particularité en Rhin-Meuse et Artois-Picardie : les questionnaires étaient adressés sous plis, ce qui devait garantir une meilleure réception (pas d'interférence avec les « Stop-pub », questionnaire bien différencié de la publicité...). Cela explique en partie leur meilleur taux de retour.

(1) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, correspondant aux « plans de gestion » exigés par la DCE. (2) Assemblées consultées : chambres consulaires (de commerce et d'industrie, d'arts et métiers, d'agriculture), Conseils Généraux et Régionaux, Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), Commissions Locales de l'Eau (CLE), Conseil Economiques et Sociaux Régionaux (CESR). (3) APNE : Association de Protection de la Nature et de l'Environnement. (4) DCE : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (5) Bon état des eaux : état peu différent de l'état naturel. (6) Objectifs environnementaux : date à laquelle chaque masse d'eau doit atteindre le bon état. Quand ces dates sont postérieures à 2015, les reports à 2021 ou 2027 doivent être justifiés par des motifs sociaux-économiques ou techniques. (7) Convention d'Aarhus : convention internationale signée par 39 Etats et l'Union Européenne en 1998, ratifiée par la France en 2002, et qui impose la transparence et la participation du public dans l'élaboration des politiques publiques. (8) Voir la Lettre Eau n°43, p.12 : « Des remaniements dans les comités de bassin... de mal en pis pour les APNE ? ». (9) En 2005, seul le bassin Rhin-Meuse avait opté pour un envoi à tous les foyers ; le bassin Rhône-Méditerranée avait lui choisi une diffusion en accompagnement systématique des bulletins des collectivités, option qui n'a pas été choisie en 2008.

Consultations 2008-2009

un virage à ne pas manquer ?

Tableau 1 : La participation dans les bassins en chiffres

Bassin	Nombre de foyers (millions)	Questionnaires retournés en 2005	Questionnaires retournés en 2008	% de retour en 2008 (réponses/foyers)	Evolution 2005-2008
Adour-Garonne	3.2	25000	44000	1.37 %	76%
Artois-Picardie	2.1	6500	65000	3.10 %	900%
Loire-Bretagne	5.9	21000	85000	1.63 %	305%
Rhin-Meuse	1.9	71400	81000	4.26 %	13%
Rhône-Méditerranée	6.3	82000	67000	1.06 %	-18%
Corse	0.13	-	1200	0.92 %	-
Seine-Normandie	8	16000	65000	0.81 %	306%
Total national	27,53	221900	408200	1,48%	84%

La campagne médiatique nationale (TV, presse écrite, radio) est passée pratiquement inaperçue aux yeux de tous. Par exemple, la conférence de presse du Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, accompagné par les Présidents des comités de bassin n'a pas permis de toucher le grand public. Quel média l'a relayée ? Les acteurs impliqués, FNE en tête, n'y ont même pas été conviés !

En 2008, la campagne de communication menée dans chaque bassin a été, comme en 2005, très insuffisante. En effet, seules les agences de l'eau se sont investies dans cette tâche, avec plus ou moins de réussite. Le relais médiatique local semble avoir donné plus de satisfaction, que ce soit en terme de nombre d'articles qu'en terme de contenu. Toutefois, les articles restent encore un peu éloignés de la complexité des problèmes, et les médias locaux peu impliqués et difficiles à mobiliser du point de vue des APNE.

Les répondants ont d'ailleurs indiqué avoir pris connaissance de la consultation directement par l'intermédiaire du questionnaire pour la grande majorité (85% en Loire-Bretagne), ce qui souligne les limites de la campagne de communication. De même, très peu de réponses sont parvenues par Internet (5% environ), étrange et dommage au vu du potentiel de ce type de média !

La forte implication des APNE

Contrairement à 2005, la majorité des APNE ont cette fois-ci adhéré immédiatement au principe de consultation du public. En effet en 2005, le scepticisme de départ du côté associatif, renforcé par l'inertie en terme d'organisation du côté administratif et l'absence de financement incitatif dans un premier temps, avaient différé la mobilisation et la mise en œuvre des actions des partenaires-relais. Pour 2008, les APNE qui se sont investies avaient en général anticipé la démarche : d'une part, en assurant un suivi et une information régulière dans le domaine de l'eau entre les deux consultations ; d'autre part, en montant des programmes d'actions avec des dossiers de demande de financement pour relayer la consultation. Cependant, tout n'est pas rose et certaines structures n'ont pas souhaité se réinvestir dans la démarche, étant déçues des résultats obtenus en 2005, ou manquant de soutien de la part des agences de bassin, notamment en Rhône-Méditerranée et en Adour-Garonne.

Au final, ce sont tout de même plus de **60 associations qui ont mené près de 400 actions** (stands, conférences-débats, projection, expositions...) lors de cette consultation, et qui ont distribué près de 15 000 questionnaires. Une nouvelle fois, il faut souligner la plus-value des actions d'accompagnement menées par les associations qui permettent une meilleure compréhension et appropriation des enjeux, une meilleure explication des questionnaires, pour une participation éclairée des



Près de 300 personnes ont assisté au parcours spectacle «Le Loir m'a dit» sur le thème de la DCE avec Eure-et-Loir Nature, le 01.06.08. © Eure-et-Loir Nature

citoyens (constat fait directement par FNE lors des réunions publiques ou indirectement au travers des retours des associations).

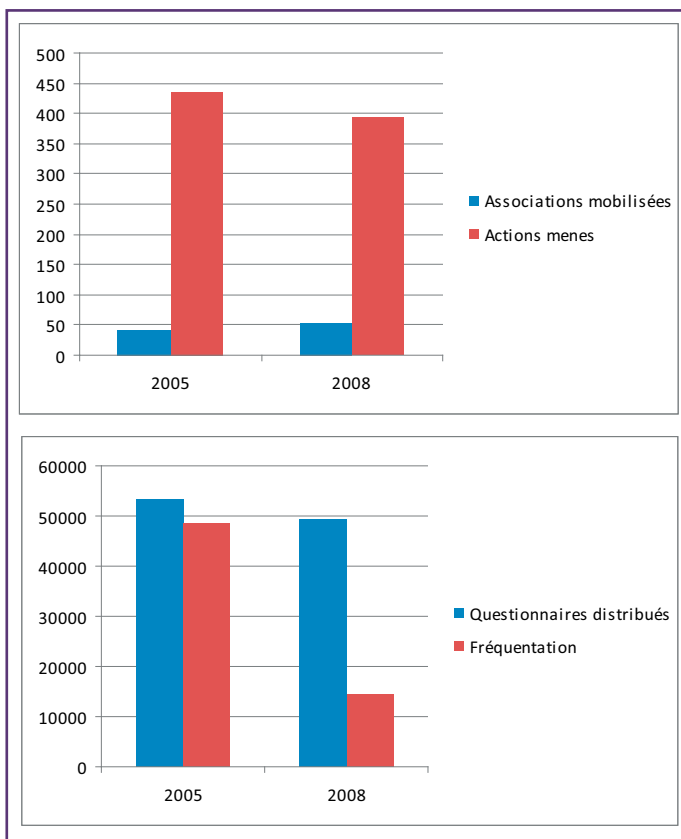


Figure 1 : Implication et résultats des associations lors des consultations 2005 et 2008 (Chiffres a minima)

* en 2008 moins de questionnaires ont été distribués par les APNE puisque déjà diffusés dans les boîtes aux lettres.

Malgré la multiplication des actions, le public touché reste souvent restreint, en particulier lors des actions de dialogue (conférences, débats, projections...). Les associations peinent à élargir le cercle du public sensibilisé à la préservation de l'environnement. Il faut dire que le projet de SDAGE n'est pas le support le plus séduisant pour communiquer !

(10) AG : Adour-Garonne ; AP : Artois-Picardie ; LB : Loire-Bretagne ; SN : Seine-Normandie ; RM : Rhin-Meuse ; RMéd : Rhône-Méditerranée. (11) Contre par exemple 4% en Rhône-Méditerranée qui ne souhaitent pas aller plus loin. (12) Et ce qui y est assimilé dans les questionnaires : faire payer les pollueurs, etc.

Consultations 2008-2009

un virage à ne pas manquer ?

De plus, on ne peut pas dire que les associations aient été fortement aidées par la communication faite autour de la consultation, comme nous l'avons déjà évoqué.

Malgré toutes les remarques et conclusions qui avaient été tirées de la campagne de 2005, force est de constater que la campagne médiatique n'a pas été à la hauteur de l'enjeu ; il devient plus qu'urgent de se poser les bonnes questions pour organiser enfin une communication pragmatique et efficace : mais encore faudrait-il le vouloir... Nous, nous le voulons !

Ce qui ressort des questionnaires...

Concernant les résultats de la consultation en elle-même, les principaux retours du public concernent en général une demande d'amélioration des solutions proposées, ainsi qu'une plus grande ambition dans les objectifs environnementaux. Les pollutions agricoles et la non application du principe pollueur-payeur sont aussi régulièrement montrés du doigt.

Concernant les projets proposés dans les questionnaires :

- Les répondants globalement adhèrent aux propositions : 90% en RMéd(10), 86% en AP et LB, 57% en RM.
- Les répondants souhaitent généralement aller plus loin que ce qui est proposé : 59% en LB, 56% en SN, 52% en AP, 45% en RMéd sur les pollutions. Exepté en Rhin-Meuse, où ils sont 44% à ne pas vouloir faire plus(11).

Concernant les thèmes de préoccupation des citoyens, la pollution est ce qui ressort en premier des questionnaires :

- 47% des répondants citent les pollutions diffuses et 32% les pollutions des collectivités et industries en LB ;
- 52% citent les pollutions en général en AP ;
- 61% citent les pesticides et engrais et 59% les pollutions industrielles en RM ;
- 60% citent les pollutions en général pour SN.

Les additifs : plus-values ou palliatifs ?

L'intégration des résultats de la consultation du public, de la mise à jour des données sur l'état des cours d'eau, ainsi que les orientations découlant du Grenelle de l'Environnement ont motivé l'élaboration d'« additifs », sortes d'annexes aux projets de SDAGE. Cette solution répond à un compromis entre le calendrier contraint (adoption du document fin 2009) et le respect de l'important travail déjà fourni depuis plus de 2 ans par les comités de bassin pour élaborer ces projets de SDAGE...

Contenu des additifs au titre du Grenelle

Les objectifs du Grenelle ayant un impact direct sur les SDAGE sont : 66% de masses d'eau superficielles en bon état écologique en 2015(14), l'acquisition de 20 000 ha de zones humides, la protection de 500 captages prioritaires, la mise aux normes des stations d'épuration d'ici 2011, le plan d'effacement des ouvrages les plus problématiques à la migration (Trame Bleue) ou encore un taux de 6% de la SAU en agriculture biologique d'ici 2012.

Ainsi, les additifs contiennent à ce titre :

- une rehausse des objectifs de bon état écologique des eaux de surface en 2015, qui intègre en même temps la mise à jour des connaissances sur l'état des cours d'eau (voir l'encadré) ;



Une quarantaine de personnes à la Journée Vél'Eau organisée par FNE dans le Val du Loiret le 27-09-08 (45) © FNE

- En RMéd, 98.3% des répondants sont favorables à la réduction de l'emploi des pesticides en agriculture, 60% sont préoccupés par la pollution par les pesticides et les engrais et 54% par les pollutions industrielles.

L'application du principe pollueur-payeur(12) ressort clairement dans les avis libres : 17% le citent en LB, 27% en SN et il est le 2^{ème} item le plus cité en RM (20%). La morphologie ne préoccupe pas trop les répondants : 5% en LB, 14% en RM, et 10% pour l'entretien des berges en RMéd. De même pour les zones humides. En Rhône-Méditerranée, les répondants sont tout de même 96% à demander une meilleure préservation de la biodiversité(13).

En conséquence, on pourrait s'attendre à une modification substantielle des documents prenant en compte l'avis du public. Et pourtant...

- une carte des captages prioritaires à protéger ;
- le retrait des 40 substances les plus préoccupantes.

Mais la plupart des changements interviendront après l'adoption des lois Grenelle I et II qui traiteront de l'augmentation des surfaces en agriculture biologique, de la généralisation de la couverture des sols en hiver, des bandes enherbées de 5 mètres généralisées, de la Trame Bleue... Reste à voir si ces lois seront suffisamment prescriptives...

Contenu des additifs suite à l'analyse juridique du MEEDDAT

Le MEEDDAT a commandité une analyse juridique des SDAGE qui vise à établir la compatibilité des SDAGE avec la réglementation en vigueur. Ces additifs modifient ainsi la rédaction de certaines dispositions des SDAGE de manière à suivre les recommandations de cette analyse. Sont particulièrement visées les dispositions touchant au domaine de l'urbanisme qui dorénavant, devront fixer des objectifs sans avoir à définir les moyens à employer... Il s'agit là d'une diminution notable de la prescriptivité des documents et d'un affaiblissement considérable de la portée des SDAGE.

(13) Il est à noter également en RMéd, seul bassin où la question a été posée, que 76% des répondants sont prêts à changer leurs habitudes de consommation (produits bio en particulier). (14) Les masses d'eaux souterraines ne sont pas concernées par l'objectif des 66%.

Consultations 2008-2009

un virage à ne pas manquer ?



De nombreux stands ont été tenus par les APNE pour informer et sensibiliser le public. © Eure-et-Loire Nature

Pour exemple, voici la disposition T5A O2.1 du SDAGE Rhin-Meuse, sur les zones d'expansion de crue:

Rédaction initiale : « Les constructions nouvelles, ainsi que les remblaiements ou endiguements, sont interdits. Sous réserve d'assurer la sécurité des personnes, de limiter la vulnérabilité des biens et activités, peuvent toutefois être autorisées les extensions limitées de constructions ou activités existantes ainsi que les reconstructions après sinistre, lorsque l'origine du sinistre n'est pas une inondation. [...] »

Rédaction à l'issue de l'analyse juridique : « Les SCOT, PLU et cartes communales prévoient des règles adaptées à la compatibilité avec l'objectif de préservation des zones d'expansion des crues. Ils pourront par exemple interdire toute construction nouvelle et tout remblaiement ou endiguement. Ils pourront prévoir que, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes, de limiter la vulnérabilité des biens et activités, puissent être autorisées les extensions limitées de constructions ou activités existantes ainsi que les reconstructions après sinistre, lorsque l'origine du sinistre n'est pas une inondation. [...] ».

Ici l'interdiction disparaît... Difficile au final pour les documents d'urbanisme de ne pas être compatible avec un SDAGE qui n'oblige à rien... Le SDAGE Seine-Normandie, qui a été vidé de son poids et de son ambition suite à la première analyse juridique menée par un cabinet spécialisé en 2008, semble donc être le mauvais exemple... malheureusement suivi dans les autres bassins.

Contenu des additifs au titre de la consultation du public

La principale conséquence de cette consultation est la réévaluation des objectifs environnementaux, qui se confond avec les conclusions du Grenelle... Toutefois, rien n'apparaît pour l'instant dans les additifs en ce qui concerne la lutte contre les pollutions, en particulier agricoles, qui ont pourtant été désignées par le public comme le principal fléau touchant les milieux aquatiques...

Evolution des objectifs d'atteinte de bon état écologique (BE) suite au Grenelle de l'environnement

Bassins	Objectif BE écologique 2015 SDAGE	Objectif BE écologique 2015 Additif	Masses d'eau supplémentaires en BE 2015
Adour-Garonne	52%	60%	212
Artois-Picardie	40%	50%	8
Loire-Bretagne	45%	61%	311
Rhin-Meuse	64%	71%	45
Rhône-Méditerranée	53.4%	67%	366
Seine-Normandie	67%	67%	0

A noter que la réévaluation de ces objectifs s'est réalisée dans chaque bassin de plusieurs manières :

- Par l'approfondissement des connaissances en matière de morphologie : données actualisées, coûts vérifiés et davantage de projets de travaux (sur les seuils notamment), le tout pour atteindre le bon état écologique dès 2015 en LB, AG et RMéd ;
- Par le biais d'actualisations réglementaires et techniques dans le secteur agricole (bandes enherbées, CIPAN(15) issus du Grenelle) en AP, AG et RMéd ;
- Par le biais d'actualisations réglementaires et techniques dans l'assainissement collectif (interdiction des phosphates dans les lessives issue du Grenelle, objectif de conformité DERU(16) d'ici 2011), ainsi que par l'amélioration du diagnostic et l'affinage des coûts en AP, RMéd et RM.

(15) CIPAN : Cultures Intermédiaires Pièges à Nitrates. (16) DERU : Directive du Conseil de l'Union Européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. (17) LEMA : Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006. (18) Le projet de Plan de gestion français pour la sauvegarde de l'anguille européenne a été présenté à la Commission européenne le 3 décembre 2008 et est en cours d'évaluation. Voir la Lettre Eau n°45, p.10 : «Un règlement européen et un plan de gestion français pour sauver l'anguille ?». (19) Sont concernés par l'alinéa 1, les cours d'eau « réservoirs biologiques », susceptibles de contribuer au repeuplement des cours d'eau alentours, ainsi que les cours d'eau « réservés » sur lesquels la construction d'ouvrages est impossible. L'alinéa 2 concerne les cours d'eau à migrateurs, où la continuité écologique et sédimentaire devra être assurée au droit de tout ouvrage nouveau ou existant.

Contenu des additifs au titre de la mise en conformité avec les évolutions législatives

Différents textes législatifs ont permis de faire évoluer les projets de SDAGE à travers les additifs :

- relèvement des débits réservés suite à la LEMA(17) ;
- implications du plan Anguille(18), notamment des cours d'eau supplémentaires ont été proposés au classement au titre de l'article L.214-17/CE alinéas 1 et 2, concernant les cours d'eau classés pour la protection des poissons migrateurs(19) ;
- apparition des premières cartographies pour la révision des ZRE(20) ;
- révision des NQE(21).

Impacts sur les coûts et le contenu des projets de SDAGE

L'ajout de l'ensemble de ces éléments dans les projets de SDAGE conduit à relever le coût des programmes de mesures afférents, de manière à atteindre les nouveaux objectifs de bon état écologique fixés pour 2015. Le coût pour 2010-2015 induit par ces programmes de mesures sur chaque bassin, à ajouter aux actuelles politiques de l'eau, passe donc, avec ces additifs(22) :

- De 2.865 à 2.968 milliards d'euros (+3.6%) pour Artois-Picardie, soit +150 millions € pour les mesures agricoles, -50 millions € pour l'assainissement et +3.2 millions € pour la morphologie ;
- De 1.42 à 1.83 milliards d'euros (+29%) pour Adour-Garonne soit +33 millions € pour l'hydroélectricité, +180 millions € pour le secteur agricole, +229 millions € pour l'hydromorphologie ;
- De 3 à 3.35 milliards d'euros (+11.5%) sur Loire-Bretagne, soit +300 millions € pour la morphologie et +50 millions € pour la protection des captages ;
- En RMéd, les chiffres ne sont pas disponibles ;
- De 1.847 à 1.668 milliards d'euros (-9.6%) pour Rhin-Meuse, soit -200 millions € pour l'assainissement et +21 millions € pour la morphologie(23) ;
- Pas d'évolution en Seine-Normandie : « l'objectif de bon état écologique fixé pour 2015 était déjà de 67%, ce qui est cohérent avec le Grenelle ».

La consultation des Assemblées

Qu'en attendre ?

Les projets de SDAGE, accompagnés de leurs additifs, sont soumis à l'avis des Assemblées en ce début 2009 et jusqu'au mois de mai. Nul doute que les remarques seront d'une toute autre nature que celles émises par le grand public.

Les collectivités, voyant poindre la perspective de nouvelles dépenses supplémentaires (dans la restauration morphologique des cours d'eau notamment), pourraient bien avoir envie de réduire un peu les ambitions, d'autant plus que les intérêts des élus départementaux ou régionaux convergent souvent vers ceux des acteurs économiques. Reste à espérer qu'elles s'approprient correctement les documents, ainsi que les enjeux majeurs... Reste à espérer également qu'elles tiennent compte des avis exprimés par le public.

Quant aux chambres consulaires, en particulier celle d'agriculture ou de commerce et d'industrie, elles pourront exprimer haut et fort ce qu'elles revendiquent déjà dans les instances de bassin : *le SDAGE n'a pas vocation à remplacer la réglementation ; le SDAGE ne doit pas mettre en péril la productivité et la compétitivité des activités économiques ; le*

Ce dernier point est préoccupant. Lorsque l'on interroge les services de l'Etat des autres bassins, dont les objectifs, bien qu'ayant évolués, restent en deçà de 66%, ils nous répondent simplement : les fameux «66% sont à prendre à l'échelle nationale, et non à l'échelle du bassin». Cela pose deux problèmes :

- seul le bassin RM dépasse l'objectif fixé avec 71% de masses d'eau en bon état en 2015, alors que 3 bassins (LB, AG et AP) ne dépassent même pas 60%... Le bassin RM ne fait pas la balance à lui tout seul !
- suite au Grenelle, tous les bassins ont revu à la hausse leurs objectifs, sauf Seine-Normandie qui de fait, ne contribue pas à l'effort collectif d'atteinte des 66% de bon état écologique au niveau national. Ce bassin serait-il partisan du moindre effort ? Pourtant, avec 66% de ses eaux souterraines en report de délai (2021 ou 2027), des efforts supplémentaires, plébiscités par les citoyens, n'auraient pas été un luxe !

Ainsi, ne doit-on pas comprendre que certains bassins comptent sur les autres pour atteindre l'objectif du Grenelle au niveau national ? Il faut aller plus loin et atteindre 66% sur chacun des bassins dès 2015 !

Au final, hormis le relèvement des objectifs à 66%, on ne voit pas apparaître pour l'instant les orientations qui prennent en compte l'avis du public. En outre, on peut noter quelques points supplémentaires spécifiques à chaque projet de SDAGE :

- En SN, l'agriculture biologique est « encouragée » dans les bassins d'alimentation des captages.
- En RM, certaines conclusions du Grenelle - protection de 500 captages, effacement des ouvrages les plus problématiques, acquisition de zones humides - ont été considérées comme déjà intégrées dans le projet de SDAGE...
- En LB, on s'attache à rappeler les questions restant encore en suspend dans le projet de SDAGE... A regarder la liste des points durs encore et toujours en débat, il est aisé de comprendre que le SDAGE LB n'a pas encore intégré réellement les dispositions fondamentales et structurantes pour une politique de l'eau efficace sur ce bassin... mais le débat continue !

SDAGE ne doit pas se substituer à la politique agricole... Un SDAGE peu contraignant, donc inefficace, les satisferaient certainement !

Concernant les Conseil Economiques et Sociaux Régionaux, ils ont pour habitude de mener des auditions dans le but d'éclairer au maximum l'avis qu'ils rendent. Ainsi, les principaux acteurs de l'eau (agences de l'eau, industriels, chambres d'agriculture, APNE...) pourront facilement être amenés à donner leur avis sur les documents tout au long de cette consultation. Cela ne changera pas la sensibilité de chacun des membres qui composent les CESR, mais cela aura le mérite de faire entendre tous les points de vue, sans omettre d'enjeu. Ceci dit, au final, les CESR donneront un avis qui devra faire consensus au sein de leur Assemblée, ce qui ne sera pas sans difficultés...

Théoriquement, les Assemblées sont libres d'auditionner tout acteur de la gestion de l'eau. Dans ce cadre, l'action des associations est plus que jamais primordiale pour faire entendre leur voix. Sur les bassins AP et AG, cette consultation des Assemblées est élargie aux associations. Cette consultation représente la dernière opportunité pour sensibiliser les acteurs autour des enjeux de l'eau, tout en visant la défense de l'intérêt général... Un rendez-vous à ne pas manquer !

(20) ZRE : Zones de Répartition des Eaux, où la quantité d'eaux est insuffisante pour assurer les usages et la protection des milieux aquatiques. Des dispositions réglementaires y sont mises en place obligatoirement : gestion volumétrique, débits à respecter... (21) NQE : Normes de Qualité Environnementale. Seuils de concentration à ne pas dépasser pour certaines molécules de produits chimiques (métaux lourds, pesticides...) afin d'atteindre le bon état chimique des eaux. (22) Ces programmes seront financés globalement à 30% par les agences de l'eau (alimentées par les redevances) et à 70% par les maîtres d'ouvrage et les collectivités. (23) En Rhin-Meuse, les mesures agricoles seront intégrées après l'adoption de la loi Grenelle II. Elles sont chiffrées à 132 millions €.

Consultations 2008-2009

un virage à ne pas manquer ?



Débat public sur le DCE organisé par l'association Mauves Vivantes et Nature Centre à Huisseau sur Mauves (45) le 31-05-08 © FNE

Critiques et perspectives

Au final, plusieurs questions restent en suspend, bien que des éléments de réponse puissent déjà être apportés :

La consultation du public est-elle réussie ?

Objectivement, si l'on observe le nombre de retours par rapport à 2005, la réponse est oui. De la même manière, le taux de retour des questionnaires (plus d'1 %) est satisfaisant, de l'avis même des instituts de sondage.

Par ailleurs, les résultats concernant la perception des citoyens aux enjeux de l'eau montrent la voie à suivre. En effet, **l'appropriation par le public s'améliore même si elle reste perfectible**. Au rayon des satisfactions en terme de sensibilisation, citons la sensibilisation aux pollutions diffuses agricoles, qui apparaissent comme la préoccupation principale du public. Il en est de même pour la sensibilisation à l'application du principe pollueur-payeur, qui ressort nettement des revendications, alors que la question était à peine posée... Cependant, il reste encore un important travail d'information sur des enjeux majeurs, tels que la morphologie des cours d'eau, qui ne semble pas encore inquiéter les citoyens.

Par ailleurs, il ressort de cette consultation une faible participation dans l'absolu : même pas 2% de la population a participé à cette consultation nationale ! Enfin, il reste un décalage flagrant entre les revendications des citoyens et leur prise en compte dans les textes : les pollutions diffuses agricoles et l'application du principe pollueur-payeur en sont les meilleurs révélateurs.

Que doit-on attendre de toute cette démarche ?

Peu et beaucoup à la fois... Les questionnaires sont tellement réducteurs et les problèmes abordés dans les SDAGE tellement techniques et complexes, qu'il était très difficile pour le public à la fois de s'approprier correctement les enjeux et de critiquer précisément les documents. De fait, peu de modifications sont à attendre dans la rédaction des projets de SDAGE émanant de la consultation du public. En ayant revu à la hausse les objectifs de bon état en 2015, les organismes de bassin estiment sans doute avoir répondu pleinement aux attentes du public. Et pourtant, les résultats des 6 mois de consultation ont montré que les citoyens n'étaient pas en phase avec les politiques de gestion de l'eau telles qu'elles étaient menées actuellement.

Cependant, le risque est grand de voir l'avis des Assemblées prendre le pas sur celui du public, avec le risque d'occulter une nouvelle fois les attentes des citoyens. Pourtant, l'année 2009 doit voir l'adoption de l'ensemble des SDAGE. Et les derniers points durs encore en discussion devront être réglés, ces points durs qui justement sont montrés du doigt par le public...

Le calendrier est serré, mais les citoyens ont indiqué la direction à prendre ! Espérons que les Assemblées en tiendront compte dans les avis qu'elles rendront avant mai 2009...

La consultation du public : un acte hautement démocratique dont certains voudraient se dispenser... une raison de plus pour la renforcer !

Raphaël CHAUSSIS, Estelle LE GUERN et Romain SUAUDEAU
Chargés de mission, Réseau Eau
France Nature Environnement

SAUVONS L'ANGUILLE EUROPÉENNE !

Le projet de Plan de gestion français pour la sauvegarde de l'Anguille européenne, en application du règlement européen du 18/09/07 instituant des mesures de reconstitution du stock d'Anguille européenne, a été présenté à la Commission européenne le 3 décembre 2008 et est en cours d'évaluation.

Selon France Nature Environnement et la Fédération Nationale de la Pêche en France (FNPF), mais aussi selon l'avis officiel des scientifiques, le plan manque d'ambition et ne permet pas de sauver l'anguille.

France Nature Environnement a ainsi adressé une note de positionnement au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, ainsi qu'à la Commission Européenne, afin de les alerter sur les insuffisances de ce projet de Plan français.

Par ailleurs, la FNPF, ayant légitimement rejeté ce projet, considérant que les mesures de gestion n'étaient absolument pas adaptées et les efforts de protection des anguilles entre tous les acteurs inégalement répartis, a lancé une pétition en ligne que nous vous invitons à signer :

<http://www.unpf.fr/anguille/index.php>

Voir aussi la Lettre Eau n°45, p.10 : «Un règlement européen et un plan de gestion français pour sauver l'anguille ?».

© Desgranges - Fédération de pêche 49



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

www.fne.asso.fr

Agir,
c'est dans
ma **nature**



Protection des espèces en danger,
préservation des milieux aquatiques et terrestres,
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,
France Nature Environnement
œuvre sur tout le territoire français
pour la préservation
de notre environnement

Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider France Nature Environnement à réaliser ses missions !
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires pour aider à préserver l'environnement.

Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme de produits solidaires.
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire, le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...
...la solidarité en plus

Venez découvrir les produits solidaires développés par le Crédit Coopératif

<http://www.banque-solidarites.coop>

Le livret Agir

-Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %
-La moitié de vos intérêts annuels est reversée à France Nature Environnement
-Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

La carte Agir

-3 euros sont versés immédiatement à France Nature Environnement par le Crédit Coopératif à la souscription
- 0,06 euros sont versés, par le Crédit Coopératif à chaque utilisation de la carte, en France ou dans le monde

Pour un retour de la continuité sur le Rhin : les mesures du Plan "Poissons migrateurs"

Comme annoncé dans la précédente Lettre Eau⁽¹⁾, l'article qui suit revient sur le Plan directeur «Poissons Migrateurs» Rhin, en précisant les mesures prévues pour la reconquête de la continuité sur ce fleuve international, déclinées par grands secteurs de l'hydrosystème. Ces mesures ont été proposées par la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR), dans le cadre plus général de l'élaboration du programme de mesures international sur le Rhin. L'ensemble des états contractants de la CIPR aura à valider l'essentiel de ce programme pour début juillet.

Le Plan directeur propose de reconquérir presque 700 ha de zones potentielles de frai et de grossissement des salmonidés sur des rivières prioritaires du bassin du Rhin. Fondamentalement, la restauration de la continuité, objectif principal de ce Plan, porte autant sur la montaison que sur la dévalaison des poissons. En effet, les saumons vivant en mer doivent remonter les rivières pour atteindre les frayères situées à l'amont et ainsi pouvoir se reproduire. Les jeunes saumons quant à eux doivent redescendre ces mêmes rivières pour aller vivre en mer. D'où le problème de la transparence des rivières et des difficultés de montaison d'une part et de dévalaison d'autre part⁽²⁾.

Le transfert vers l'aval des matériaux solides et sédiments, autre aspect de la continuité, pose également un problème crucial notamment sur le Rhin amont⁽³⁾.

Pour les grands fleuves, les connaissances sur les possibilités techniques de restauration de la continuité à la dévalaison sont assez restreintes ; dans une première étape, les mesures proposées par la CIPR portent donc sur l'amélioration de la montaison dans le cours principal. Pour quelques affluents du Rhin de plus petite taille, certaines mesures efficaces de protection des poissons sont connues ; l'aspect de la dévalaison dans ces cours d'eau est alors incorporé dans le Plan directeur.

En parallèle, dans le cadre du plan international de gestion du Rhin, exigé par la Directive Cadre sur l'Eau⁽⁴⁾ et qui devra être validé par les Etats membres concernés, on vérifie si les mesures de restauration de la continuité sont nécessaires, et si les frayères sont fonctionnelles. Dans l'affirmative, on identifiera les mesures à mettre en œuvre pour restaurer la continuité et l'accès aux frayères, ainsi que le coût que cela peut représenter.

Les mesures nécessaires les plus efficaces au moindre coût et réalisables avec des moyens proportionnés, sont alors réparties dans les différentes étapes prévues par le SDAGE, selon des critères d'efficacité, de faisabilité et de ventilation des coûts.

Afin de faciliter l'application des mesures de la CIPR, le cours principal du Rhin et ses affluents respectifs ont été divisés en tronçons allant du Rhin deltaïque au Rhin alpin. Nous vous proposons donc de faire le tour de l'état actuel et des mesures prévues jusqu'en 2015, et au-delà, sur chacun de ces tronçons, de l'aval vers l'amont... comme des saumons !

Le delta du Rhin aux Pays-Bas, en amont de Rotterdam

Les poissons migrateurs remontent principalement dans l'hydrosystème rhénan en empruntant le **Nieuwe Waterweg** tout au sud, puis le **Waal** qui alimente pour 2/3 la mer du Nord en eau du Rhin. Le Waal est la principale voie de migration pour la montaison et la dévalaison des saumons dans l'hydrosystème du Rhin. Les poissons ne peuvent remonter dans le Waal à partir des écluses du Haringvliet que si le débit du Rhin dépasse un certain seuil à partir duquel celles-ci sont ouvertes pour évacuer de l'eau douce vers la mer. Mais des projets d'amélioration sont en cours...



Carte du delta du Rhin

Seul 1/9^{ème} du débit du Rhin passe par l'IJssel. Malgré l'importance secondaire de ce passage, il est également prévu d'améliorer les conditions de remontée à hauteur de la digue terminale de l'IJsselmeer.

Les 3 barrages de Hagestein, Maurik/Amerongen et Driel sur le **Lek/Nederrijn** ont été équipés de rivières artificielles ou de passes à poissons entre 2001 et 2004 et sont donc théoriquement franchissables.

Mais les efforts de restauration de la continuité se concentrent surtout sur l'ouverture partielle des écluses du Haringvliet avec une gestion

plus respectueuse pour les poissons, pour un coût de 36 millions d'euros. Il est ensuite prévu d'aménager des passes à poissons sur la digue terminale, pour un coût d'environ 2,5 à 5 millions d'euros⁽⁵⁾.

Le Rhin inférieur

Il n'y a pas d'ouvrages transversaux sur cette partie du Rhin ; la continuité n'est donc pas altérée sur ce tronçon qui va de Rolandswerth à Lobith et qui comprend Duisbourg.

Les réflexions se concentrent actuellement sur les hydrosystèmes de la Wupper, avec son affluent le Dhünn, et de la Sieg, avec ses affluents Agger et Bröl. Ces cours d'eau sont des rivières prioritaires du programme sur les poissons migrateurs en Rhénanie-Westfalie.

Wupper et Sieg abritent plus de 200 ha de zones de grossissement potentielles pour le saumon. Considérant un taux de retour de 1,2%, cette superficie suffirait pour la remontée d'environ 2.500 saumons adultes dans les affluents-frayères du Rhin inférieur. Actuellement, quelques 30% des zones de frai et de grossissement sont accessibles aux saumons de retour. C'est sur ces zones que se concentrent les mesures de soutien aux populations (introduction d'œuf embryonnés, déversement d'alevins...).

La reconquête d'autres habitats potentiels sera examinée dans le cadre de la révision des plans de gestion de la DCE. Il est prévu entre autres de réaliser un projet pilote dans le bassin de la **Bröl** (affluent de la Sieg) permettant notamment de lever les déficits actuels en termes de qualité des affluents-frayères, dus



Carte du Rhin inférieur

(1) Voir la Lettre Eau n° 45, p. 6 : "Un an après la conférence interministérielle sur le Rhin, le premier saumon pêché à Bâle depuis 50 ans !". (2) D'autres poissons migrateurs ont un parcours inverse : l'anguille, par exemple, se reproduit dans la mer des Sargasses et vit dans nos rivières. (3) Déficit de transfert de matériaux solides vers la mer et accumulation dans les retenues hydroélectriques germano-suisse, des affluents du haut Rhin comme l'Aare étant très érosifs. Dans les retenues hydroélectriques de la plaine d'Alsace, des sédiments s'accumulent avec d'énormes stocks de polluants comme l'hexachlorobenzène, le mercure et les PCB issus de la pollution historique du fleuve. (...)

Pour un retour de la continuité sur le Rhin : les mesures du Plan "Poissons migrateurs"



Ecluse de Haringvliet, principal verrou pour l'accès au delta du Rhin - photo libre de droits (domaine public)

au lessivage, à l'érosion, aux rejets d'eaux de pluie, etc. Le coût s'élève à environ 10 millions d'euros.

Des dispositifs de franchissement ont été réalisés sur le cours aval de la **Wupper** et de la **Dhünn**, mais les frayères de la Wupper restent **actuellement bloquées par des ouvrages hydro-électriques non équipés**.

Depuis 20 ans, dans l'**hydrosystème Sieg**, quatre grands ouvrages transversaux dans le cours principal et un barrage dans l'**Agger** ont été dotés de rampes rugueuses. Les coûts se sont élevés au total à environ 2,5 millions d'euros. La continuité a ainsi été restaurée jusque dans le tronçon rhénano-palatin de la Sieg. D'autres mesures, telles que la construction de stations de contrôle (comptage des saumons) ou la consolidation de dispositifs de franchissement existants⁽⁶⁾, ont été réalisées sur la Sieg et l'Agger au cours des dernières années, pour un coût d'environ 1 million d'euros.

On compte dans la **Nister**, affluent rhénano-palatin de la Sieg, 16 barrages et seuils élevés sur un tronçon d'environ 63 km de longueur. Quatre de ces ouvrages sont devenus franchissables, pour un coût de 150.000 euros. Grâce à ces mesures, la Nister est désormais ouverte sur une longueur de 23 km. On envisage d'aménager quatre autres barrages pour permettre la libre-migration sur 22,5 km supplémentaires.

Le Rhin moyen

Il n'y a pas d'ouvrages transversaux sur ce tronçon du Rhin qui va de Bingen à Rolandswerth ; la continuité n'est donc pas altérée.

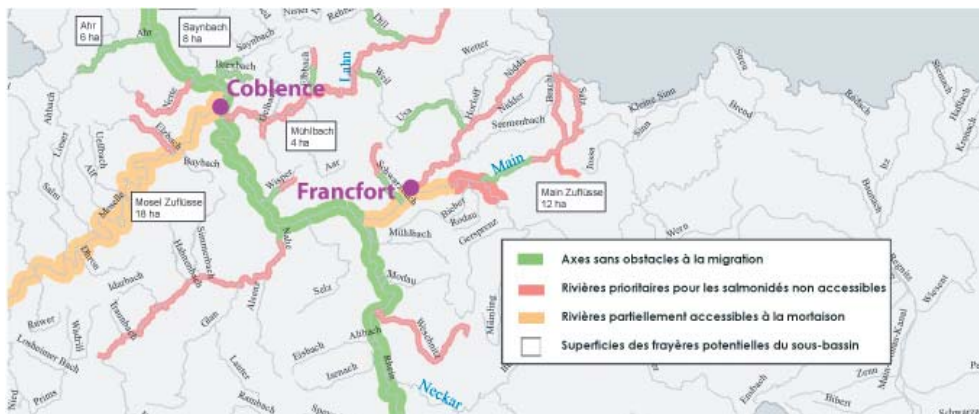
Les principaux affluents du Rhin moyen sont la Moselle et la Lahn. Leur principale fonction est d'assurer l'accès des migrateurs jusqu'aux frayères et zones de grossissement plus en amont. Du fait de leur fonction de connexion, leur importance est donc équivalente à celle des autres rivières prioritaires.

La **Moselle** rejoint le Rhin à Coblenche. Elle est entravée par 12 barrages sur son cours allemand, tous équipés de passes à poissons de fonctionnalité douteuse... On a récemment réussi à regrouper les mesures compensatoires pour l'aménagement du deuxième barrage, de manière à ce que ces moyens puissent être investis à long terme dans l'amélioration systématique de la continuité de la Moselle, depuis son embouchure dans le Rhin à Coblenche.

La **Lahn** n'est pas encore franchissable sur son

cours aval, en Rhénanie-Palatinat. A quelques exceptions près, elle a été rendue franchissable sur le tronçon amont hessois jusqu'au débouché de la Dill, par des investissements de l'ordre de 360 000 euros. Des solutions sont actuellement proposées ou programmées pour les obstacles à la migration encore infranchissables ou difficilement franchissables. Les coûts nécessaires à l'aménagement des quatre barrages concernés sont estimés à quelques 700 000 euros.

Les rivières prioritaires de frai et de grossissement sont les suivantes : **Ahr**, **Nette**, **Elzbach** (affluent de la Moselle), **Saynbach** (cours amont de la Lahn), **Wisper**, **Nahe**. Environ 150 ouvrages entravent la continuité de ce réseau, une centaine ont été équipés voire rasés ou sont en passe de l'être. Les coûts déjà investis ou déjà programmés s'élèvent à environ 7,5 millions d'euros.



Carte du Rhin moyen

Ces polluants sont périodiquement remis en suspension lors des crues et menacent l'alimentation en eau potable des populations en aval. (4) DCE : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (5) Ces coûts n'englobent pas les mesures de compensation à la suite de l'intrusion d'eau salée. (6) Buisdorf et Troisdorf.

Pour un retour de la continuité sur le Rhin : les mesures du Plan "Poissons migrateurs"

On peut noter ici qu'une chaîne d'obstacles a toujours un effet négatif sur la migration par les retards qu'elle induit, même si chacun est théoriquement franchissable... Etant entendu qu'un seul barrage infranchissable stérilise tout le cours amont.

Le Rhin supérieur

Il va de Bâle à Bingen et comprend la partie franco-allemande du Rhin, en passant par Mayence, Karlsruhe et Strasbourg.

Jusqu'à Strasbourg, le Rhin est toujours sous les contraintes du traité de paix de Versailles de 1919, et c'est seulement depuis 1969(7) qu'en aval de Strasbourg, le Rhin est redevenu un fleuve partagé. Cet héritage géopolitique d'un autre temps est manifestement un frein à la restauration écologique de la partie amont du fleuve. La faiblesse du débit réservé prévu dans la future concession de Kembs, actuellement toujours en gestation, en est la preuve affligeante. On aurait attendu plus de sagesse d'une gestion internationale du fleuve.

Huit barrages interrompent la continuité du cours principal entre Bâle et Strasbourg. Les deux barrages les plus en aval, Iffezheim et Gamsheim, ont été équipés de passes à poissons pour la montaison respectivement en 2000 et en 2006(9).

Le rétablissement de la continuité écologique au droit des cinq usines de Strasbourg, Gerstheim, Rhinau, Marckolsheim et Vogelgrün/Breisach, et sur les seuils fixes des festons du Rhin, a été analysé dans « L'étude de faisabilité visant à



Pont d'Avolsheim © Association Saumon Rhin

rétablir la continuité écologique du Rhin supérieur pour la faune piscicole »(10). Celle-ci avait pour objectif de proposer des mesures en vue de la mise en œuvre du programme « Rhin 2020 » et de la DCE. Ainsi des solutions ont été proposées pour tous les barrages, pour un coût d'environ 100 millions d'euros, la proposition soumise pour les barrages de Vogelgrün/Breisach restant à optimiser(11). Deux experts français bien connus ont notamment engagé une réflexion à ce sujet et feront une contre-proposition à celle du bureau d'études Stucky.

• Mesures dans le cours principal du Rhin jusqu'en 2015

Les barrages agricoles de Kehl et de Breisach seront équipés d'un dispositif de protection et de dévalaison des poissons ; on améliorera aussi le fonctionnement de l'ouvrage de montaison existant.

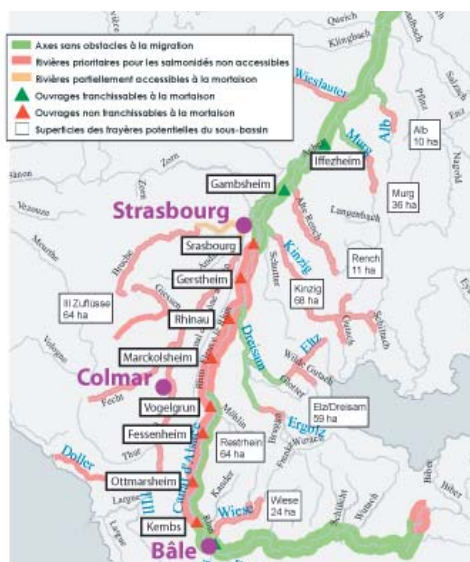
Le cahier des charges de la future concession de l'usine de Kembs(12) imposera d'installer une nouvelle passe à poissons sur le barrage à l'entrée du Grand Canal d'Alsace. Il est également prévu d'augmenter le débit minimal dans le Vieux-Rhin(13). De plus, des processus hydromorphologiques plus étendus seront tolérés sur la rive française : on admettra et même provoquera une certaine érosion des berges en rive française, pour un apport de débit solide lors des phénomènes de crue. Ces sites deviendront des frayères potentielles pour les saumons et truites de mer. Les mesures liées à la nouvelle concession et celles prévues sur la rive allemande

pour prévenir les inondations(14) permettront de valoriser durablement la qualité écologique des habitats aquatiques et alluviaux dans ce tronçon fluvial de 50 km situé entre Kembs et Breisach au cours des prochaines années. Le plan directeur devra estimer les coûts associés à ces mesures.

Les solutions techniques détaillées des dispositifs de franchissement au droit des cinq usines pré-citées, ainsi qu'à hauteur des seuils fixes des festons du Rhin à hauteur de Gerstheim, Rhinau et Marckolsheim, doivent être affinées, et accompagnées d'une étude « stratégique ». Les mesures réalisées seront évaluées par des contrôles de suivi en vue d'optimiser les étapes suivantes de mise en œuvre du plan directeur.

Il est à souligner que l'on renoncera à restaurer la libre migration piscicole au droit des barrages de Fessenheim, d'Ottmarsheim et de Kembs dans le Grand Canal d'Alsace, pour une économie d'environ 60 millions d'euros. Les poissons migrateurs à la montaison doivent en effet être dérivés vers le Vieux-Rhin à hauteur du barrage de Vogelgrün/Breisach. Ce renoncement apparaît peu ambitieux pour le monde associatif, et à moyen terme inacceptable, et apparaît tout à fait scandaleux à la pêche professionnelle, car le Canal d'Alsace, tout en étant une auge bétonnée, recèle une population significative d'anguilles et quelques autres espèces qui ont aussi besoin de migrer au cours de leur cycle vital.

D'autre part, il faut de nouveau mentionner l'importante décision ministérielle du 18/10/07 à Bonn : planifier la construction de dispositifs de montaison piscicole au droit du barrage de Strasbourg et équiper celui de Gerstheim et les



Carte du Rhin supérieur(8)

(7) Par la convention de Paris de 1969, les présidents De Gaulle et Adenauer avaient partiellement rendu le Rhin à l'Allemagne en convenant du partage de l'hydroélectricité en aval de Strasbourg : Gamsheim est une usine française, Iffezheim une usine allemande. (8) On note que le Canal d'Alsace et sa chaîne de quatre barrages (Kembs, Ottmarsheim, Fessenheim, Vogelgrün), est doublé par le Vieux-Rhin (en vert) qui, lui, est libre d'obstacles. En aval de Vogelgrün, il y a une succession de triangles rouges, qui sont les « festons » : parties court-circuitées dans l'ancien lit qui servent d'exutoire en cas de crues avec un très faible débit en temps normal (15 m³/s). (9) Pour le bilan annuel de leur fonctionnement, voir le site Internet de l'association Saumon-Rhin (www.saumon-rhin.com). (10) Voir le rapport de synthèse n° 158 de la CIPR de mars 2007, sur les résultats de cette étude : « Restauration de la continuité écologique du Rhin supérieur pour la faune piscicole ». A consulter sur le site de la CIPR : www.iksr.org (rubrique Documents/Publications/Rapports). (11) La proposition du bureau d'étude consulté par la CIPR apparaît exagérément complexe avec un transport aérien par-dessus une route de poissons préalablement piégés par un téléphérique... (12) La concession de 1932 est échue fin 2007. Or, une concession franco-suisse sur la zone bâloise est impactée par le remous du barrage de Kembs, ce qui pose des problèmes juridiques retardant les démarches pour une nouvelle concession... Le Rhin reste ainsi à 20 m³/s l'hiver et 30 m³/s en été, pouvant devenir 3 000 m³/s en quelques heures en cas de délestages d'une crue. Aucune vie piscicole ne supporte de telles conditions hydrauliques et les associations aimeraient une réflexion constructive sur cette question.

Pour un retour de la continuité sur le Rhin : les mesures du Plan "Poissons migrateurs"

seuils agricoles des festons de Gerstheim et de Rhinau d'ici 2015, pour un coût d'environ 39 millions d'euros. Ceci doit permettre de réouvrir l'accès à l'hydrosystème allemand **Elz-Dreisam** qui abrite 59 hectares de zones de frai et de grossissement.

Pour la dévalaison dans le cours principal, le programme doit privilégier l'amélioration des connaissances permettant de mettre en œuvre des mesures de gestion⁽¹⁵⁾, les mesures d'équipement semblant difficiles à réaliser.

• Mesures après 2015

La continuité des barrages de Rhinau, Marckolsheim et Vogelgrün/Breisach sera rétablie progressivement. Les frayères et les habitats de juvéniles situés dans le Vieux Rhin et le haut Rhin avec la Wiese seront à nouveau accessibles.

Le coût serait d'environ 40 millions d'euros, auquel s'ajoutera le coût du dispositif de franchissement de Kembs. Les habitats de frai et de grossissement à nouveau accessibles sont évalués à 64 ha dans le Vieux-Rhin, 24 ha dans la Wiese, 17 ha dans la Birs et 3 ha dans l'Ergolz près de Bâle.

Dans le cadre de la future concession de l'usine de Kembs, il sera procédé d'ici 2020 à un suivi des résultats pour évaluer la nécessité d'autres mesures de restauration des habitats ; ceci concerne notamment l'ajustement du débit réservé⁽¹⁶⁾. Il faudra probablement prendre d'autres mesures pour la dévalaison piscicole.

• Mesures dans les affluents jusqu'en 2015

En rive gauche, les travaux du COGEPOMI⁽¹⁷⁾ Rhin-Meuse, ont permis d'établir des listes de rivières prioritaires pour la restauration de la continuité écologique : sur ces rivières, les obstacles devront être effacés ou rendus franchissables avant 2015⁽¹⁸⁾.

Une première liste reprend les axes prioritaires pour les migrations du saumon identifiés par la CIPR (voir cartes ci-contre). Ce sont les rivières où depuis quelques années des retours de migrateurs sont enregistrés, et d'autres où l'on ambitionne de les faire revenir par des alevinages. Ce sont essentiellement l'Ill, jusqu'à sa confluence avec la Doller, et ses affluents (**Bruche, Giessen, Liepvrette, Fecht, Weiss**), ainsi que la partie aval de la **Doller**⁽¹⁹⁾.

Une seconde liste comprend des rivières classées prioritaires pour l'anguille : il s'agit de tout le chevelu des rivières du bassin de l'Ill au nord de Colmar et les affluents du Rhin en amont d'Iffezheim assurant la libre migration vers la mer.

L'ensemble a été approuvé par le Comité de bassin de Rhin-Meuse le 24 octobre 2008. Les coûts pour le rétablissement de la continuité dans le premier programme de mesure (d'ici 2015) ont été estimés à 38 millions d'euros pour l'ensemble du bassin Rhin-Meuse.

La **Wieslauter** est un cours d'eau franco-

allemand au nord de l'Alsace. Sur les 65 km de son cours, il y a 15 ouvrages transversaux dont 3 franchissables, 5 jugés partiellement franchissables et 7 infranchissables. La continuité est déjà rétablie sur deux obstacles transversaux dans le cours aval de cette rivière.

En rive droite, l'accès aux frayères et habitats de juvéniles du **Schwarzbach**, de la **Nidda** et de la **Kinzig**, aux affluents du **Main**, ainsi qu'à ceux des rivières bavaraises, est entravé, voire rendu impossible par de nombreux barrages interrompant le cours du Main. Des solutions techniques détaillées sont à élaborer pour la mise en place de dispositifs de montaison sur les cinq barrages de Kostheim, Eddersheim, Griesheim, Offenbach et Mühlheim et les modalités financières requises sont à déterminer.

La question de la faisabilité et de l'échéancier précis (depuis aujourd'hui jusqu'à 2015, 2021 ou 2027) de la restauration de la continuité écologique au droit de ces ouvrages doit être posée en regard des éléments suivants :

- analyse coûts/efficacité et analyse coûts/bénéfice ;
- acceptabilité des coûts et possibilités de financement ;
- faisabilité technique des mesures d'ici 2015, 2021 ou 2027.

Il est également prévu de rétablir la continuité de tronçons pour la réimplantation des espèces piscicoles potamotoques⁽²⁰⁾ dans les hydrosystèmes de la **Murg** (tronçon de 1^{ère} priorité), de l'**Alb**, de la **Rench** et de la **Kinzig**. Ces mesures donneront accès à un total de 125 ha d'habitats de juvéniles.

Dans l'hydrosystème **Elz/Dreisam**, les potentialités de reconquête d'habitats salmonicoles sont importantes (59 ha d'habitats de juvéniles). Cet hydrosystème n'est cependant accessible aux poissons amphihalins⁽²¹⁾ que si la continuité est rétablie au droit des usines de Strasbourg et de Gerstheim, ainsi qu'aux seuils agricoles du feston de Rhinau. Cela devrait être fait en 2015, si l'on se fie au courrier de Jean-Louis Borloo du 3 septembre 2008 adressé au président de EDF.

Le Haut Rhin

Sur le haut Rhin⁽²²⁾, entre Bâle et le lac de Constance, les usines hydroélectriques suivantes sont équipées de dispositifs de franchissement fonctionnels, de l'aval vers l'amont : Birsfelden, August-Wyhlen, Rheinfelden, Ryburg-Schwörstadt,



Vieux-Rhin au niveau de Kembs © Jean Wencker

(13) Le tronçon court-circuité fait environ 50 km. EDF envisage 52 m³/s, alors que les experts et Alsace Nature, avec toutes les ONG environnementalistes franco-germano-suisses, préconisent au moins 100 m³/s, soit un peu moins de 1/10 du module... (14) On construira des zones de rétention des crues en décaissant une vaste zone en rive droite. Un plan de rétention de 290 millions de m³ pour l'ensemble du Rhin supérieur, en cours de définition depuis 1982, va enfin être réalisé. C'est dire combien l'acceptation sociale du plan a été discutée et s'avère toujours difficile. Aux dernières nouvelles, de nouveaux recours juridiques sont en instance... (15) Par exemple, si l'on savait reconnaître les pics de migration des anguilles, on pourrait éventuellement procéder à des arrêts ciblés du turbinage comme l'a suggéré la Commission Européenne. (16) On envisage déjà qu'il pourrait être nécessaire de le porter à 80 m³/s. Les experts piscicoles savent d'ores et déjà qu'il faudrait bien plus pour optimiser les bénéfices écologiques. (17) Comité de Gestion des Poissons Migrateurs. (18) Il est scandaleux que de nombreux sites hydroélectriques soient en infraction depuis 2004 avec les prescriptions de l'article L.432-6, comme par exemple deux ouvrages sur l'Ill à Illkirch-Graffenstaden. (19) Il faudrait ajouter à cette liste, la Lauter affluent franco-allemand au nord de l'Alsace dont la Wieslauter est un affluent. (20) Se dit des espèces migrant pour se reproduire vers les eaux douces par opposition aux espèces thalassotoques, comme l'anguille, qui migrent pour se reproduire en mer. On dit aussi espèces « anadromes », en opposition aux espèces « catadromes ». (21) Vivant alternativement en eau douce et en eau salée.

Pour un retour de la continuité sur le Rhin : les mesures du Plan "Poissons migrateurs"

Bad-Säckingen, Laufenburg, Albruck-Dogern, Eglisau, Reckingen et Schaffhouse. Seule l'usine de Rheinau, située en aval des chutes du Rhin à Schaffhouse, n'est pas encore dotée de passe à poissons.

La situation complexe du Rhin canalisé par l'hydroélectricité

En aval de Kembs, il existe quatre ouvrages sur le Canal d'Alsace, et à l'est le *Vieux-Rhin* avec, entre les deux, ce qu'on appelle *l'Île du Rhin*. En aval de Vogelgrun, chaque usine est contournée à l'est par un feston, où coule un débit réservé de 15m³/s, et sur lesquels on trouve des «barrages agricoles».

Vieux-Rhin et festons servent d'exutoire des crues quand les ouvrages hydroélectriques sont saturés. En aval de Strasbourg, un autre concept d'ouvrage évite les festons.

• Mesures dans le cours principal du Rhin jusqu'en 2015

Entre 2008 et 2010, la continuité sera améliorée au droit des usines de Rheinfelden (rivière artificielle et passe à poissons), d'Albruck-Dogern (rivière artificielle et modification de la passe à poissons existante) et d'Eglisau (ascenseur et passe à poissons). L'usine de Ryburg-Schwörstadt sera équipée d'une rivière artificielle d'ici 2012. Pour le franchissement de l'usine de Rheinau, une procédure est en cours.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la DCE pour le «Haut Rhin», il est en outre prévu d'optimiser progressivement les dispositifs de franchissement existants au droit de Birsfelden, Säckingen, Laufenburg et Reckingen.

Après 2015, certains ajustements resteront à réaliser, notamment pour la protection des poissons dévalants. En particulier, on espère d'ici 2015 bénéficier des dividendes d'une recherche actuellement très active sur les modalités de la dévalaison des anguilles⁽²³⁾.



Barrage d'iffezheim © Association Saumon Rhin

• Mesures dans les affluents du Rhin jusqu'en 2012/2015

Il est prévu de restaurer la continuité dans les tronçons de l'hydrosystème de la **Wiese** par la réimplantation des poissons migrateurs anadromes. Ceci permettra de donner accès à un total de 22 ha d'habitats de juvéniles dans la partie bade-wurtembergeoise de cette rivière. Pour que l'hydrosystème de la Wiese soit accessible, il est nécessaire que la continuité soit rétablie dans le Rhin supérieur et qu'un barrage soit aménagé sur le tronçon suisse de la Wiese. Dans ce tronçon suisse, 2 ha environ se prêtent aux fonctions de zones de grossissement.

Diverses mesures de redynamisation ont été réalisées dans la **Birs** (ou Birse) et de nombreux obstacles ont été levés ; il reste encore deux dispositifs de montaison à améliorer. Ces mesures permettront aux poissons d'accéder à environ 17 ha d'habitats de juvéniles, si la continuité du Rhin était assurée jusqu'à Bâle. Dans les fleuves

du bassin inférieur et moyen du Rhin offrant des potentialités biotopiques similaires à celles de la Birs, les espèces piscicoles migratrices se sont déjà réimplantées avec succès.

Pour atteindre l'**Ergolz**, affluent du Rhin le plus en amont dans la région bâloise, les saumons doivent encore surmonter deux autres barrages placés sur le haut Rhin. On trouve actuellement dans cette zone un peu plus de 3 ha d'habitats de juvéniles.

Pour reconquérir les frayères et les habitats de juvéniles qui ne sont plus accessibles aux espèces piscicoles, même celles typiques de ce milieu, il est prévu de raccorder au cours du haut Rhin les affluents **Hasel**, **Hauensteiner Alb** et **Hauensteiner Murg**, ainsi que la **Wutach** et la **Biber**.

Le lac de Constance et le Rhin alpin

Dans la zone du lac de Constance et du Rhin alpin, un programme de sauvetage de la **truite**



Carte de la partie germano-suisse du Rhin

(22) On ne confondra pas ce tronçon du Rhin avec le département français du même nom qui constitue la partie sud de l'Alsace. (23) La mise aux normes des grilles d'entrée des turbines devrait pouvoir s'imposer : l'entrefer est toujours de 100 mm sur les grands ouvrages du Rhin, alors que 20 mm semble un maximum aux yeux de la communauté des experts piscicoles.

Pour un retour de la continuité sur le Rhin : les mesures du Plan "Poissons migrateurs"

du lac de Constance, coordonné par le Groupe de travail « Rhin alpin » de l'IBFK(24) est engagé avec succès depuis une vingtaine d'années. Ce programme repose sur les deux mêmes piliers que le Plan directeur : rétablissement de la continuité du Rhin alpin et de ses affluents et restauration des frayères et des habitats de juvéniles.

Quelles perspectives pour le plan directeur ?

Cet aperçu de l'état actuel des travaux en cours au sein de la CIPR pour refaire du Rhin un fleuve salmonicole et un habitat pour les poissons migrateurs qui furent jadis la richesse économique du fleuve, amène plusieurs réflexions.

D'une part, pour garantir le succès du programme «Saumon 2020» et démontrer l'efficacité des mesures, il convient de clarifier les points suivants :

- Amélioration des connaissances pour une meilleure protection des poissons à la dévalaison au droit des usines hydroélectriques dans les grands fleuves ;
- Preuve et estimation des effets cumulatifs lors de la montaison et de la dévalaison des poissons migrateurs ;
- Mise en oeuvre progressive de mesures avec suivi des résultats ;
- Considérations coût-efficacité et modèles de financement.

Les expériences acquises devraient être échangées avec des programmes de restauration des populations de poissons migrateurs réalisés dans d'autres hydrosystèmes.

La DCE affiche sans ambiguïté qu'il n'y a pas de bon état des eaux ni bon potentiel sur une masse d'eau fortement modifiée sans que la continuité écologique soit rétablie. Elle devient donc le levier idéal pour la mise en œuvre de toutes ces actions de la CIPR.

Le Rhin est par excellence le laboratoire de l'application de la DCE. Beaucoup de recherches scientifiques sont en cours et d'autres restent nécessaires pour améliorer la gestion de ce fleuve, notamment sa gestion écologique en relevant le défi d'en refaire un fleuve salmonicole et d'assurer la pérennité de sa population d'anguilles.

Il reste cependant à faire admettre aux politiques et à la population que toutes ces mesures apportent aussi d'énormes bénéfices économiques en matière de qualité des eaux, de gestion des crues, d'enrichissement du milieu de vie et qu'elles s'inscrivent dans une véritable perspective de développement durable.

La CIPR ne manque pas d'ambitions ; sa démarche est pragmatique et a fait ses preuves dans divers domaines de l'écologie fluviale. Refaire du Rhin un fleuve salmonicole est aussi cohérent avec la toute récente désignation de la bande rhénane entre Bâle et Karlsruhe à l'inventaire « RAMSAR » des zones humides d'intérêt mondial. Rétablir la continuité du fleuve

est une nécessité absolue qui participera à la valorisation de cette distinction internationale.

Donnons à la CIPR les moyens d'atteindre ses ambitions par un débat citoyen en France et dans le cadre de la gouvernance de l'Union Européenne, dont nos amis suisses ont toujours été des observateurs attentifs et constructifs.

On le voit bien, un nombre incroyable d'ouvrages barrent le Rhin et ses affluents, même s'il faut se réjouir que la communauté internationale ait entrepris de lever progressivement les principaux obstacles. La France est un pays suréquipé en barrages, et les rivières libres, sans tous ces freins à la continuité, sont devenues très rares... Le plan de relance du Ministre de l'Ecologie et le projet de convention hydroélectrique actuellement en discussion(25) risquent de tuer les dernières rivières vivantes de France encore non équipées. Mais les associations veillent au grain et se battent chaque jour pour que l'intérêt économique d'une rivière qui coule librement soit un peu mieux(26) pris en compte!

Pour le détail des actions,
voir le site de la CIPR : www.iksr.org

Jean WENCKER
Vice-Président d'Alsace Nature
8 rue Adèle Riton
67000 STRASBOURG
Tél : 03 88 37 07 58
Fax : 03 88 25 52 66
siegeregion@alsacenature.org



Le saumon apparu à Bâle le 5 octobre 2008 © O. Schmidt - Musée d'Histoire Naturelle de Bâle

(24) Conférence internationale des plénipotentiaires pour la pêche dans le lac de Constance. (25) Voir la Lettre Eau n°45, p. 4 : «Réduction du CO₂, un bon prétexte pour l'hydroélectricité». (26) Voir page 16 : « Développer l'hydroélectricité ou reconquérir la qualité des eaux : il faut choisir ! ».

Développer l'hydroélectricité ou reconquérir la qualité des eaux : il faut choisir !

Illustration grandeur nature sur la Santoire... Née au pied du Peyre-Arse à 1200 m. d'altitude dans le Cantal, la Santoire méandre sur le plateau de Dienne dans un cadre magnifique, avant de plonger dans des gorges restées sauvages et préservées. Elle fait partie du sous-bassin de la Rhue, situé dans le bassin versant amont de la Dordogne en plein Massif Central. Très fortement équipée en centrales hydroélectriques sur sa partie principale, la Dordogne n'est guère en bon état écologique, sauf quelques-uns de ses affluents préservés... comme la Santoire. Cette rivière présente des eaux de bonne qualité et une faune exceptionnelle avec la présence de la Loutre d'Europe, de la Truite commune et de l'Ombre commun. Elle est classée en première catégorie piscicole.



La Santoire © Fédération de pêche du Cantal

Aménageons la nature !

Depuis 2001, un projet traîne dans les cartons d'une petite entreprise privée visant à équiper ces gorges d'une centrale hydroélectrique. De compléments de dossiers en passant par les procédures de mise en concurrence, la demande finale d'autorisation de concession est finalement déposée en 2005. Le dossier est instruit au titre de la loi de 1919 relative aux concessions hydroélectriques. Le projet déposé implique l'aménagement d'un barrage de 3,80 mètres de hauteur, permettant de court-circuiter 2,8 kilomètres de cours d'eau.

Une instruction houleuse a alors lieu entre fin 2005 et fin 2007. C'est qu'entre temps, la DCE⁽¹⁾ a commencé à produire ses effets, une nouvelle loi sur l'eau est intervenue, ainsi que le Grenelle de l'environnement prônant une application réaliste et responsable de nos engagements européens. Notamment, la Santoire a été classée en bon état écologique pour 2015 lors de l'état des lieux du bassin Adour-Garonne de 2004, et fait donc aujourd'hui partie des cours d'eau à préserver en priorité.

Apparaissent donc très vite les ingrédients de l'incompatibilité de deux objectifs environnementaux : le développement des énergies renouvelables et la reconquête de la qualité écologique des cours d'eau. Deux objectifs auxquels la France s'est engagée au niveau communautaire, et qui commandent donc d'assurer le développement des énergies vertes... hors de l'eau.

Le Préfet du Cantal décide finalement de délivrer la concession par un arrêté du 30 octobre 2007. Contestée devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand par une association locale (Dordogne Vivante), aux côtés de France Nature Environnement et de la Fédération Départementale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques du Cantal, la concession hydroélectrique est finalement annulée le 16 décembre 2008 par la justice.

Un coup d'arrêt au développement hydroélectrique sur les sites vierges

Ce jugement démontre concrètement que l'Etat délivre avec laxisme des concessions hydroélectriques sur des sites naturels remarquables encore vierges et sauvages, moyennant quelques vagues mesures compensatoires... Plus que jamais, les obligations de résultat de la DCE sont ignorées par l'Etat, les contraintes communautaires ayant encore du mal à être prises au sérieux au plan local...

En effet, lors de l'instruction, la « conférence des services », lieu de concertation des services de l'Etat sur ce type de dossier, a échoué puisqu'elle n'a pas permis de dégager une décision administrative de qualité. Malgré l'opposition au projet clairement affirmée et argumentée des services de l'environnement - Agence de l'eau Adour-Garonne, ONEMA, DIREN, DRAF, MISE - sur les conséquences écologiques d'un tel projet⁽²⁾, la DRIRE est restée arc-boutée sur la seule prise en compte de l'intérêt énergétique de l'installation.

De plus, la révision des listes de cours d'eau réservés⁽³⁾ (article L. 214-17.I.CE), qui est engagée parallèlement à l'élaboration finale des SDAGE⁽⁴⁾, va permettre de mesurer la manière dont l'Etat va protéger son patrimoine biologique aquatique digne d'intérêt... puisque sur ces cours d'eau, l'implantation de nouvelles installations hydroélectriques est interdite. A l'heure de la Trame bleue, concept né du Grenelle de l'environnement, l'exercice grandeur nature risque là encore d'être révélateur de la réalité des engagements écologiques de l'Etat, puisque la décision incombera au final aux préfets coordonnateurs de bassin. A ce titre, un moratoire sur les nouveaux aménagements hydroélectriques avait été demandé par la commission territoriale Dordogne du Comité de bassin ! L'Etat avait considéré opportun de rejeter toute idée de moratoire... Mal lui en a pris, puisque l'affaire finit en justice... par une condamnation de l'Etat !

Autre exemple du décalage entre engagements communautaires et mesures gouvernementales : «La convention d'engagements pour le développement d'une hydroélectricité durable en cohérence avec la restauration des milieux aquatiques suite au Grenelle de l'Environnement», qui a été lancée par le ministère de l'Ecologie (dans le cadre du plan de relance de l'hydroélectricité dicté par les usiniers) et qui n'est pas encore finalisée⁽⁵⁾. Le peut-elle, d'ailleurs, au regard de son contenu manifestement totalement déséquilibré, que révèle un titre caricatural ? FNE a déjà dénoncé ce projet de convention, qui flatte les appétits des industriels de l'hydroélectricité sans intégrer la moindre garantie de progrès environnemental, hormis l'éventuel démantèlement symbolique de 2 ou 3 sites. Selon FNE, l'optimisation du parc hydroélectrique actuel est un objectif écologiquement acceptable, dès lors qu'il s'accompagne d'une diminution rapide des impacts du parc actuel sur nos cours d'eau, ce qui exige le démantèlement de certains ouvrages très perturbateurs sur des axes migrateurs et la protection des axes encore non aménagés.

Le dossier de la Santoire est donc emblématique des obstacles effectifs dans la prise en compte des objectifs environnementaux au niveau de l'instruction administrative des demandes de concessions hydroélectriques. Au delà des discours politiques et des grands engagements, c'est bien dans ce type de dossiers de terrain qu'on peut prendre la mesure de l'évolution des pratiques. Le constat ici n'est pas brillant...

Antoine GATET
Association Sources et Rivières du Limousin
(avec la participation de Pierre BOYER)

(1) Directive Cadre sur l'Eau : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (2) Notamment le déclassement prévisible de la masse d'eau impactée par le projet. (3) Cours d'eau réservés : cours d'eau où la construction de nouveaux barrages ou de seuil est interdite. (4) SDAGE : Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (5) Voir la Lettre Eau n°45, p. 4 : «Réduction du CO₂, un bon prétexte pour l'hydroélectricité».